

COMPTE RENDU DE LA CONFÉRENCE



Dialogue Franco-Allemand pour le développement durable 2.0 – Anticiper l'avenir

les 28 et 29 octobre 2021 à Bonn

Les premiers entretiens entre l'ASKO Europa-Stiftung et l'Université Franco-Allemande (UFA) visant à organiser une rencontre d'experts franco-allemands sur le développement durable ont eu lieu début 2021. Ces entretiens ont rapidement fait apparaître deux éléments fondamentaux qui réunissent ces deux institutions dans la conception qu'elles ont de leurs activités respectives : la coopération franco-allemande, d'une part, et la priorité accordée, d'autre part, au développement durable comme thématique d'avenir et d'actualité pour la science et pour la société civile, vue sous l'angle des deux pays. S'inspirant de l'initiative franco-allemande « Make our planet great again », les partenaires du projet ont alors désiré marquer conjointement leur intérêt pour la recherche internationale sur le climat et le développement durable.

Leurs réflexions ont abouti au premier Dialogue Franco-Allemand pour le développement durable organisé les 28 et 29 octobre 2021 au Kurfürstliches Schloss à Bonn et qui a réuni quelque 100 participant*es de France et d'Allemagne.

Le premier jour, des scientifiques et expert*es d'institutions, d'universités et d'ONG de renom se sont livré*es à des échanges interdisciplinaires. Il s'agissait de représentant*es des établissements et organisations suivantes : Université Grenoble Alpes, Europa-Universität Viadrina, Université Twente, Universitätsklinikum Bonn, Universität Heidelberg, Université Toulouse Jean Jaurès, Centre International de Formation Européenne (CIFE), Lancey Storage Grenoble, SNCF – Forum Vies Mobiles, Carré Mobility, Lab'Urba, SETEC, Momentum Novum, Potsdam-Institut für Klimafolgenforschung, Helmholtz-Zentrum für Umweltforschung, Institut de la Recherche pour le Développement, Heidelberg Center for Environment et Bundesamt für Naturschutz.



Ces expert*es ont échangé au sein de trois groupes de travail consacrés aux thèmes « Transition énergétique équitable et mobilité durable », « Santé globale » et « Changement climatique et biodiversité ». Leur mission consistait à examiner l'ensemble des questions liées à ces thématiques sous un angle français et allemand, comme par ex. quels sont les effets du changement climatique et de l'intensification de l'utilisation des sols sur la résilience des systèmes écologiques et sociaux ? Comment réduire les risques et les catastrophes naturelles, tant d'un point de vue technique que sociétal ? À quoi ressemble la justice énergétique dans la pratique ?

Après avoir présenté leurs institutions respectives, leurs projets de recherche et une sélection de leurs bonnes pratiques, les participant*es ont mis en lumière les situations spécifiques française et allemande.

Pour ce faire, ils*elles devaient tenter de répondre aux questions suivantes :

- Quelles sont les approches actuelles/innovantes ou les débats clés menés dans les différentes disciplines/axes thématiques ? Et en quoi se distinguent-elles en France et en Allemagne ?
- Comment établir un lien avec l'Agenda 2030 et les 17 Objectifs de développement durable (ODD) que s'étaient fixés les 193 états membres de l'ONU ?



Les solutions proposées et les demandes formulées par les groupes de travail ont été présentées lors de la table ronde publique organisée le lendemain. Anna-Katharina Hornidge (Deutsches Institut für Entwicklungspolitik), Solveig Gathelier (ministère de l'Europe et des Affaires étrangères), Ludovic Cocogne (Institut de la Recherche pour le Développement) et Stefan Geifes (Deutscher Akademischer Austauschdienst) ont commenté, de leur point de vue, les résultats des travaux menés au sein des groupes de travail et formulé leurs recommandations. Puis, le débat a été ouvert aux questions du public.

Selon l'avis des expert*es, la situation nécessite de mener des actions concrètes tout autant au niveau **politique et juridique que diplomatique**, actions qui pourraient prendre les formes suivantes :

- Renforcer la confiance entre citoyen*nes, entreprises, responsables politiques et gouvernements, en encourageant les interactions et les échanges et en sensibilisant à l'idée que « nous sommes tous dans le même bateau », afin de lever les barrières (exemple de projet « Bürgerrat » <https://buergerrat-klima.de/>).
- Créer un cadre régulant les droits et les devoirs et développer de nouveaux outils visant à mettre en œuvre des réformes de fond.
- Créer et utiliser des synergies s'appuyant sur des stratégies communes.
- Constituer une coalition d'acteurs et d'actrices associant ONG, entreprises et représentant*es des gouvernements/responsables politiques.
- Anticiper les événements et évolutions futures et les intégrer dans les processus de planification existants, en rendant juridiquement contraignante l'obligation d'agir et d'opter pour une économie compatible avec le climat – couplée à l'examen d'éventuelles mesures de sanction.
- Élargir au continent africain les programmes de soutien tels que « Make our Planet Great again » <https://makeourplanetgreatagain-cnrs.com/>.

Dans le domaine de la **communication et du transfert de connaissances**, il convient de noter tout particulièrement les propositions-suivantes :

- Améliorer et renforcer la communication sur le développement durable : publication régulière des résultats des travaux de recherche (diffusion à heure fixe dans certaines émissions/documentaires diffusés en prime time dans les (anciens et nouveaux) médias), afin de répondre à la nécessité de légitimation démocratique des processus de transformation.
- Promouvoir les échanges interdisciplinaires et les débats entre (jeunes) chercheur*es et élaborer des offres de séminaires destinées aux chercheur*es et aux journalistes, permettant de formuler des recommandations ou des demandes à l'adresse des pouvoirs politiques.
- Stimuler les processus de dialogue pour un meilleur transfert d'informations et de connaissances entre communauté scientifique et monde politique, pour développer une même compréhension des défis

liés au développement durable ; cet objectif peut être atteint par la création de structures consultatives regroupant scientifiques et responsables politiques, comme le Wissenschaftlicher Beirat der Bundesregierung Globale Umweltveränderungen (Comité consultatif scientifique du gouvernement fédéral sur les changements environnementaux globaux) ou le IPCC (Intergovernmental Panel on Climate Change).

- Transférer les processus de transformation durable du plan global au niveau local et par la même, renforcer les échanges au niveau des communes.
- Promouvoir les projets de dialogues citoyens/conseils des citoyens et développer des instruments et des plateformes (numériques).

Anna Katharina Hornidge et Ralf Seppelt, le modérateur du groupe de travail « Changement climatique et biodiversité », ont également souligné l'importance de l'initiative allemande « Klima vor 8 » qui réunit déjà plus de 20 000 soutiens et exige davantage de diffusions en prime time des sujets traitant du changement climatique. Les attentes des expert*es sur ce point sont d'autant plus fortes qu'eux-mêmes ont pu observer avec quelle rapidité les chaînes de télévision publiques allemandes ont réagi à l'actualité de la pandémie COVID-19. Les informations sur l'évolution de la situation sanitaire ont alors été diffusées en prime time ou dans des émissions spéciales, visant prioritairement à éclairer la population et à permettre de gérer au mieux la crise liée au coronavirus. Or, bien que la crise climatique touche de plus en plus de personnes dans le monde et les menace dans leur existence, ces sujets ne sont toujours pas couverts régulièrement aux heures de grande écoute. Des canaux d'information médiatique coordonnés et institutionnalisés sont donc à mettre en place de toute urgence pour accélérer la réalisation des objectifs climatiques en impliquant plus fortement les citoyen*nes.

Le groupe de travail « Transition énergétique équitable et mobilité durable » dirigé par Rachel Guyet s'est quant à lui penché de très près sur les concepts socialement acceptables, inclusifs et finançables qui offriraient une mobilité durable. Selon les expert*es, un des objectifs clairement identifiés doit concerner la répartition par secteurs d'une gestion des transports durable et respectueuse de l'homme. La politologue a conclu qu'une législation durable en matière de mobilité et la réaffectation des offres de services publics étaient également nécessaires pour coordonner la planification des transports urbains.

Le groupe de travail « Santé planétaire », dont la modération était assurée par Walter Bruchhausen, a salué la réactivité des responsables politiques et des organismes de financement qui contribuent à faire progresser la recherche dans ce domaine important, où les initiatives franco-allemandes jouent d'ores et déjà un rôle précurseur. Là aussi, il convient de rappeler qu'en dépit de tous les efforts et de tous les progrès réalisés par la science, les déterminants liés au niveau de revenu, au milieu de vie et à l'environnement social occupent une place centrale et que cette question nécessite par conséquent elle aussi l'implication durable de la société civile.

Perspectives d'avenir

Le Deutsches Institut für Entwicklungspolitik (DIE) et la Global Solutions Initiative (GSI) assureront conjointement la présidence du groupe T7 dans le cadre de la présidence allemande du G7 en 2022. Au sein de ce groupe, les principaux laboratoires d'idées des pays du G7 élaborent, en concertation avec la société civile et les entreprises, des propositions d'accords prospectifs entre les pays membres du G7. Enfin et surtout, la France prendra la présidence du Conseil de l'UE durant le premier semestre de l'année 2022.

Ce contexte est propice à la mise en œuvre d'autres initiatives et projets pouvant faire suite au « Dialogue Franco-Allemand pour le développement durable ». Il est par exemple envisagé d'organiser des ateliers et des conférences bilatérales et internationales, au cours desquelles des thèmes comme le changement climatique, la biodiversité, la santé globale et la perspective d'un approvisionnement énergétique durable pourraient être abordés de manière controversée et orientée vers la recherche de solutions.

Les participant*es à la manifestation ont notamment proposé les étapes suivantes :

- Développer des formats en ligne permettant de réunir à nouveau les participant*es des groupes de travail et de parfaire les solutions élaborées.
- Proposer des séminaires sur les différentes thématiques à l'intention des jeunes chercheur*es et des journalistes.
- Organiser des débats entre citoyen*nes au niveau communal en France et en Allemagne.

- Créer un pool commun d'expert*es et d'intervenant*es.
- Planifier des conférences de suivi dont l'ordre du jour et les priorités pourraient être définis par les acteurs/chercheur*es.